

Nucléaire 30 ans d'âge : **stop au**

Une tragédie née au siècle dernier

Au début des années 1960, la France réfléchit à la construction de réacteurs nucléaires... En 1970, EDF est autorisée à construire six premiers réacteurs nucléaires, deux à Fessenheim puis quatre à Bugey dans l'Ain. Le choc pétrolier de 1973 montre la fragilité énergétique de la France qui accélère et développe la construction de centrales nucléaires. Le contrat programme de 1974 lancera en particulier la construction des centrales locales de Cruas (07) et du Tricastin (26), deux fois quatre tranches de 900 MWe exploitées par EDF. La centrale du Tricastin sera mise en service en 1980 et 1981, la centrale de Cruas en 1984 et 1985. Les catastrophes de Tchernobyl en 1986 puis de Fukushima en 2011 viendront confirmer toutes les craintes exprimées par les anti-nucléaires, particulièrement les militants à l'origine de la FRAPNA mobilisés contre Superphénix à Creys Malville en 1977.

La FRAPNA Drôme contre le nucléaire

Dès sa création, la FRAPNA Drôme dénonce l'engagement nucléaire français, particulièrement l'impact et les dysfonctionnements de la centrale drômoise.

La FRAPNA Drôme est adhérente du **réseau Sortir du Nucléaire** et travaille avec la **CRIIRAD**. Grâce à l'investissement de Jean-Pierre Morichaud, elle participe à la commission locale d'information du Tricastin, la CLIGEET ; depuis deux ans, un administrateur de la FRAPNA Drôme a pris le relais avec le partenariat de l'association locale **SDN 26/07**.

Un équipement fragile

Les réacteurs vieillissent, des éléments cruciaux pour la sûreté et impossibles à remplacer (cuve en acier, enceinte en béton, etc.) se fragilisent, et le risque d'accident augmente. L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) reconnaît en outre que « *dans le cas des centrales existantes, les accidents graves n'ont pas été considérés lors de leur conception.* »

Dans une lettre du 24 juin 2009, la FRAPNA interpelle l'ASN pour avoir une réponse à sa demande de fermeture du réacteur numéro 1 du Tricastin. L'état de la cuve du réacteur constaté lors de la visite décennale à 20 ans et les mesures faites depuis ne permettent pas d'assurer l'intégrité du réacteur pour 10 ans de plus...

Des risques multiples

La centrale du Tricastin a dépassé désormais les 34 années de fonctionnement. Elle est exposée au risque d'inondation et de séisme, située à proximité de trois aéroports, dans un complexe nucléaire et chimique comprenant 6 sites Seveso.

Depuis Fukushima, il faut envisager désormais la conjonction de différentes causes d'accident. Par exemple : rupture du barrage de Vouglans et secousse sismique provoquant des ruptures d'équipement à l'extérieur et dans la centrale...

En 2014, les exigences de l'Autorité de Sécurité Nucléaire afin de faire face à une accumulation de facteurs graves ne sont toujours pas prises en compte.

Pour en rajouter, l'entreprise GRT Gaz projette désormais de construire un gazoduc de 220 km de long et 1,20 m de diamètre qui devrait passer sous

le canal de refroidissement de la centrale ! (Voir **Épines n° 175 hiver 2003**)

1000 incidents

En mars 2013, plusieurs associations dont le **collectif anti-nucléaire du Vaucluse** dénonçaient le millième incident sur la centrale de Tricastin.

Prolongement non-merci

EDF cherche à obtenir maintenant l'autorisation de prolonger le fonctionnement de ses 58 réacteurs nucléaires au-delà de 40 ans, jusqu'à 50 voire 60 ans. Or ceux-ci ont été à l'origine conçus pour fonctionner environ 30 ans. 27 réacteurs ont dépassé cette limite et auraient déjà dû être arrêtés. Et d'ici fin 2020, outre la centrale de Fessenheim que le président Hollande s'était engagé à arrêter, pas moins de 11 réacteurs dépasseraient 40 ans !

À l'automne 2014, le débat parlementaire sur la loi de transition énergétique aura lieu et les décisions qui en découleront engageront l'avenir énergétique de la France pour plusieurs décennies.

Action !

Le **réseau Sortir du Nucléaire** appelle à saisir les parlementaires pour leur demander l'arrêt des centrales nucléaires de plus de trente ans dont celle du Tricastin.

Pour faire un courrier à votre député, utilisez le contenu de cet article ou reprenez le modèle proposé à l'adresse suivante :

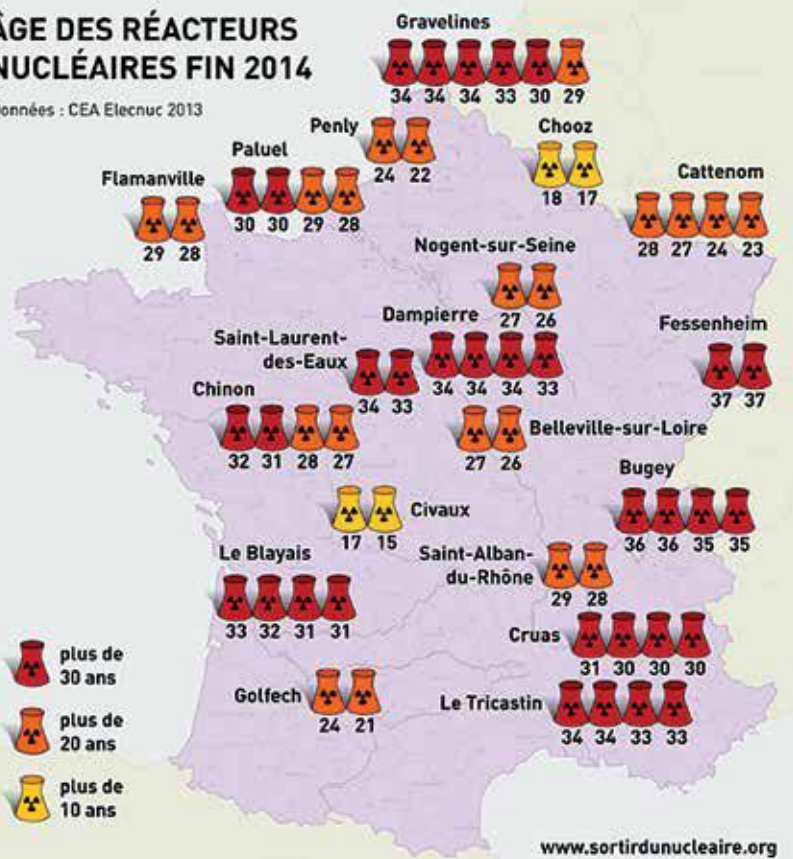
<http://www.sortirdunucleaire.org/stop-rafistolage>.

rafistolage!

PAR ANNE-MARIE FOIN ET ELISABETH JOUSSE

ÂGE DES RÉACTEURS NUCLÉAIRES FIN 2014

Données : CEA Elecnucl 2013



Testons nos connaissances

- La part du nucléaire dans la production d'énergie mondiale :
A: 75 % — B: 10 % — C: moins de 4 %
- La part du nucléaire dans la production d'énergie française :
A: 80 % — B: 55 % — C: 14 %
- La part d'énergie nucléaire dans la production d'électricité en France :
A: 10 % — B: 45 % — C: 75 %
- Nombre d'installations nucléaires civiles et militaires sur les failles sismiques en vallée du Rhône/Durance :
A: Aucune — B: toutes — C: 10
- L'uranium 235 a une période radioactive de :
A: 710 millions d'années
B: 3 millions d'années
C: 200 ans
- Nombre de réacteurs nucléaires de plus de 30 ans en France fin 2014 (sur les 58 existants) :
A: 1 — B: 15 — C: 33
- Nombre de réacteurs situés dans la vallée du Rhône :
A: 2 — B: 4 — C: 14
- Une pastille d'iode serait censée protéger de la radioactivité :
A: Tout le corps
B: Uniquement la thyroïde
C: Les organes internes
- Pour être efficaces en cas de nuage radioactif annoncé, les pastilles d'iode doivent être absorbées :
A: 2 heures avant — B: Sous 48 heures — C: Dans le mois
- En fonctionnement quotidien une installation nucléaire rejette de la radioactivité :
A: Pas du tout — B: Dans l'eau — C: Dans l'eau et l'air



<http://www.sortirdunucleaire.org/stop-rafistolage>

RÉPONSES :

- 1C — 2C (en effet l'énergie comprend aussi le gaz, le pétrole, l'énergie hydraulique etc)
3C — 4B — 5A — 6C — 7C
8B (la période radioactive ou demi-vie est le temps au bout duquel le radioélément aura perdu LA MOITIÉ de sa radioactivité)
9A — 10C



Retour sur la **journée du 29 mars**

PAR ANNE-MARIE FOIN, ELISABETH JOUSSE ET DOMINIQUE MALVAUD

Nucléaire :

Sommes-nous

bien informés ?

Le 29 mars, une grande journée anti-nucléaire a été organisée par le groupe SDN 26/07 à Valence, à l'occasion de la date anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl le 26 avril 1986.

Le matin, place Porte Neuve, des vélos décorés ont déambulé dans les rues, des musiciens ont créé une belle ambiance. De nombreux échanges ont eu lieu avec les passants afin de réveiller les consciences sur les dangers de l'énergie nucléaire. Enfin un die-in a été organisé par Greenpeace pour donner encore plus de visibilité à cette action.

Des groupes amis ont rejoint SDN 26/07, tels que SDN sud 07, SDN 34, SDN 38, CAN 84, Stop Bugey, Bure... L'après-midi, au parc des expositions de Valence, plusieurs associations comme la CRIIRAD, la FRAPNA, Greenpeace, RECH, RSN, ont tenu des stands. Puis ont eu lieu des tables rondes sur des sujets précis visant à informer le public. Des sujets sensibles ont été abordés tels que les transports de matières nucléaires, le problème des déchets, les dangers actuels du nucléaire, des témoignages émouvants sur Tchernobyl, Fukushima et enfin les alternatives au nucléaire. La soirée s'est clôturée par une pièce de théâtre : « l'impossible procès » de la compagnie Brut de Béton et par la

projection du film « welcome to Fukushima » d'Alain de Halleux.

Le succès de cette journée a été réel car le public présent a eu la chance en peu de temps d'avoir accès à toute l'information nécessaire pour se faire sa propre opinion sur l'énergie nucléaire. Mais une question reste entière : ceux qui n'étaient pas présents en connaissent-ils tous les enjeux ? Sommes-nous vraiment bien informés ?

Le petit test de la page précédente vous aura permis d'évaluer vos connaissances...

Les poubelles

du nucléaire

Un des ateliers de cette journée était consacré au traitement des déchets nucléaires. Si la Drôme et l'Ardèche sont particulièrement nucléarisés (14 réacteurs dont 12 de plus de trente ans, des usines nucléaires classées Seveso et de nombreux transports de combustible et de déchets), ce maillon de la chaîne du nucléaire nous est, pour l'instant, épargné (il y a toutefois à Marcoule et à Pierrelatte des déchets militaires et le projet ICEDA dans l'enceinte de la centrale du Bugey est voisin de nos départements). Nous tenions donc à rencontrer et à débattre avec les militant-e-s des régions désignées pour accueillir les poubelles du nucléaire.

La production de déchets radioactifs en France représente environ 2 kg par an et par habitant. Au total, il existait 1 320 000 m³ de déchets radioactifs fin 2010. Selon les prévisions actuelles, le volume de déchets produits pourrait atteindre près de 1,9 millions de m³ en 2020, puis 2,7 millions de m³ en 2030. (site : déchets radioactifs. com de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs — ANDRA).

Les déchets « à vie longue » perdent leur radioactivité sur des durées supérieures à 30 ans. Ces déchets radioactifs sont surtout produits par le retraitement du combustible nucléaire usé. Ils représentent 10 % du stock total de déchets radioactifs (soit quelque 57 000 assemblages de combustibles usés, dont 6 000 assemblages contenant du MOX, donc du plutonium – Le Monde du 12 juillet 2012) et concentrent 99,9 % de la radioactivité totale. Les déchets « à vie longue » issus du traitement du combustible usé sont transformés en blocs de verre « inaltérable » et entreposés dans l'usine Areva de La Hague dans l'attente du stockage géologique à Bure (dans la Meuse) qui constituera, (sic) « une solution définitive de gestion pour ces déchets ».

Stéphanie et Marie de l'association contre l'enfouissement des déchets à Bure nous ont présenté la Maison de la résistance : maison en ruine, achetée en 2004 par l'association, et remise en état par les bénévoles. Lieu militant et associatif pour informer, pour s'opposer, pour montrer concrètement les méthodes utilisées par EDF et AREVA sur le site de Bure : construction de salle des fêtes démesurée, maillage du territoire avec les archives d'AREVA et celles d'EDF, projet qui monte en puissance pour occuper tout le territoire... Le groupement d'intérêt public composé d'EDF, d'AREVA, du CEA arrose les conseils généraux, les communes... Stéphanie et Marie nous ont fait part des doutes concernant la sécurité du projet présenté : impossible de garantir la stabilité du sous-sol pendant des milliers d'années, ni d'empêcher des infiltrations d'eau qui contamineraient la nappe phréatique. Conçu pour des milliers d'années voila le cadeau qu'EDF, AREVA et les différents gouvernements Français s'approprient à léguer aux générations futures. Pour contacter la maison de Bure : burezo-neblog.over-blog.com.

